

SOUS-FINANCEMENT HUMANITAIRE AU TCHAD : IMPLICATIONS POUR LES POPULATIONS VULNÉRABLES

VIRGINIE BAUDAIS, OLIVIER GUIRYANAN, PRISCA NANDOUMABE
ET MARIE RIQUIER

Le SIPRI a mené au Tchad en 2024 et en 2026, une étude sur l'impact des conflits armés et des déplacements sur les femmes et les filles réfugiées. Elle visait à comprendre dans quelle mesure la réponse humanitaire au Tchad répondait aux besoins et aux attentes des femmes et des filles réfugiées soudanaises, ainsi que de leurs communautés¹. Menée en avril et mai 2024, elle a été réalisée en collaboration avec BUCOFORE, le partenaire tchadien du SIPRI, dans quatre camps de réfugiés de l'est du Tchad. Les chercheurs ont recueilli les témoignages de femmes et de filles soudanaises déplacées, de rapatriés tchadiens ainsi que des membres de communautés d'accueil, au moyen d'enquêtes de perception, d'entretiens qualitatifs et de discussions en groupes de réflexion.

En janvier et février 2026, le SIPRI et BUCOFORE ont organisé, avec le soutien du Forum des organisations non gouvernementales internationales au Tchad (FONGIT) et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), deux séminaires réunissant des acteurs humanitaires à Abéché et à N'Djamena afin de mener une réflexion collective sur les résultats de l'étude. Ces séminaires de travail visent à renforcer le lien entre la recherche, la pratique et la responsabilité envers les populations affectées.

Cette fiche d'information présente trois conclusions clés de la recherche enrichies par les enseignements tirés des séminaires. Ces conclusions sont particulièrement pertinentes pour la programmation humanitaire et l'allocation des ressources dans le contexte de la crise mondiale du financement humanitaire. En mettant l'accent sur les conséquences des déficits de financement de la réponse humanitaire au Tchad, ce document vise à orienter la prise de décision des bailleurs et à soutenir des interventions ciblées, efficaces, limitant les préjudices et produisant un impact positif.

FAITS MARQUANTS

- L'augmentation rapide du nombre de personnes déplacées a considérablement accru les besoins humanitaires au Tchad, sans que le financement humanitaire ne suive le même rythme
- Les acteurs humanitaires sont pris dans un cycle d'interventions d'urgence ; les ressources sont mobilisées pour répondre à des besoins urgents plutôt que pour investir dans la résilience à long terme, ce qui maintient les populations dans une situation de dépendance à l'aide humanitaire
- Dans ce contexte, la réponse à la crise nécessiterait des investissements à long terme de la part des bailleurs afin d'accompagner la transition d'une réponse humanitaire vers une approche fondée sur la résilience, notamment en renforçant les services publics nationaux et les capacités locales à répondre aux besoins de toutes les communautés
- La capacité opérationnelle des organisations d'aide humanitaire diminue, réduisant l'efficacité de la protection et aggravant la crise en la matière
- Les besoins en matière de protection découlent des conflits armés et des déplacements forcés, mais ils sont exacerbés par le manque de financements

¹ Pour consulter le rapport de recherche complet : Bourhrous, A. et al., *Through Their Eyes: Experiences of Displaced Sudanese Women and Girls in Eastern Chad* [À travers leurs yeux : expériences vécues des femmes et des filles soudanaises déplacées à l'est du Tchad] (SIPRI: Stockholm, mars 2025); et Riquier, M. et Nandoumabe, P., « L'impact du conflit et du déplacement sur les femmes soudanaises réfugiées à l'Est du Tchad », Note de synthèse, XCEPT, juillet 2025. Voir également Baudais, V. et al., « Surmonter les obstacles à l'intégration des réfugiés soudanais au Tchad : éducation, emploi et accès à la terre », SIPRI Fact Sheet, août 2026.



Figure 1. Comparaison entre la population soudanaise réfugiée au Tchad et le financement humanitaire, 2003–26

Sources: OCHA Financial Tracking Services [Service de surveillance financière], Chad - Snapshot of Total Humanitarian Funding [Tchad – Aperçu du financement humanitaire total], consulté le 26 mai 2026; Les données pour 2003–2025 proviennent du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Humanitarian Data Exchange [Plateforme d'échange de données humanitaires], Population réfugiée au Tchad (dataset), consulté le 26 mai 2026; et les données pour 2026 proviennent de HCR, Operational Data Portal [Portail de données opérationnelles], Tchad, consulté le 26 mai 2026.

CONTEXTE

Le conflit armé qui a repris au Soudan en avril 2023 a provoqué la plus grande crise humanitaire et de déplacement au monde, avec plus de 11 millions de personnes déplacées de force en juin 2026². Plus de quatre millions de personnes ont trouvé refuge dans les pays voisins, principalement au Tchad, en Égypte et au Soudan du Sud. À la suite du conflit au Darfour en 2003, environ 400 000 réfugiés soudanais avaient franchi la frontière pour se rendre au Tchad. Depuis avril 2023, ce nombre a augmenté de plus de 900 000 réfugiés.

Les femmes et les enfants représentent plus de 80 % des nouveaux arrivants au Tchad. Cela pose des défis spécifiques aux organisations humanitaires, notamment en matière de santé maternelle et infantile, d'éducation, de soutien psychosocial, de protection contre les violences sexuelles et basées sur le genre (VBG), ainsi que de prévention de l'exploitation sexuelle et du travail des enfants. L'augmentation rapide du nombre de personnes déplacées a considérablement accru les besoins humanitaires au Tchad, sans que le financement humanitaire ne suive le même rythme (voir figure 1).

² Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Operational Data Portal, Sudan Situation [Portail de données opérationnelles, Situation au Soudan]. Consulté le 29 juin 2026.

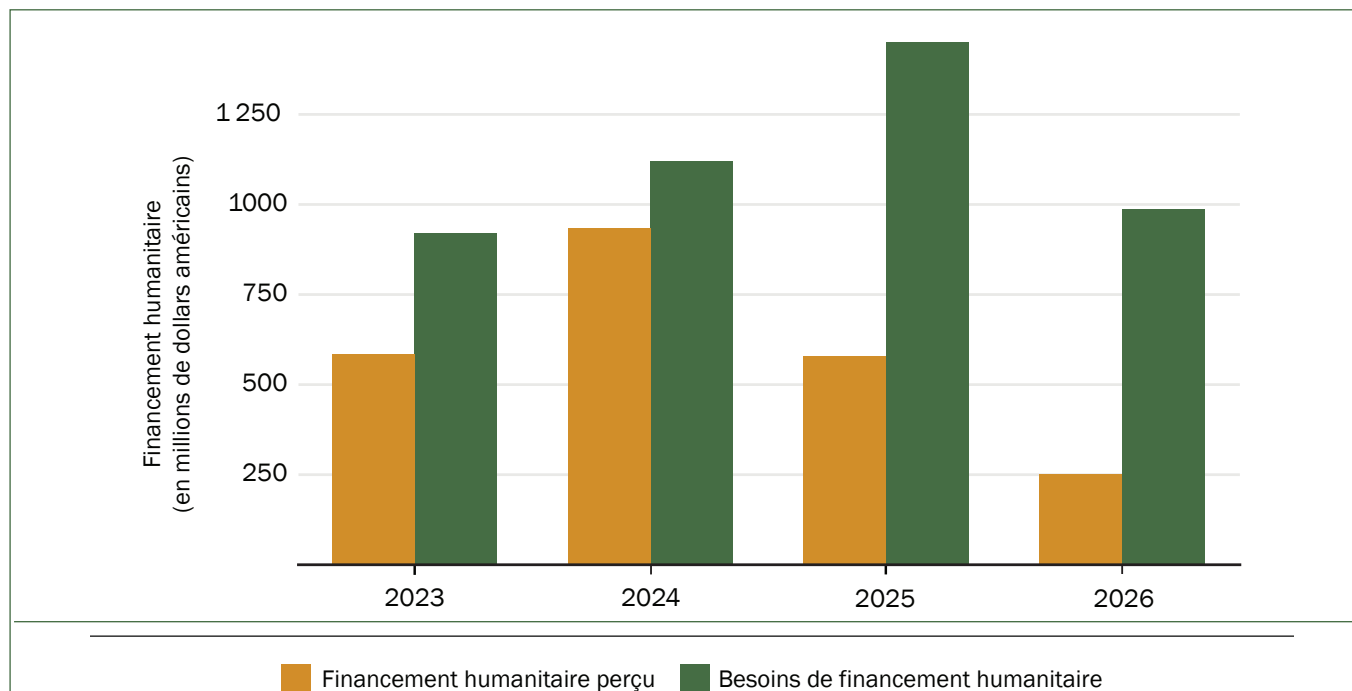


Figure 2. Écart entre les besoins de financement humanitaire et les financements perçus au Tchad

Source: OCHA Financial Tracking Services [Service de surveillance financière], Chad - Snapshot of Total Humanitarian Funding [Tchad – Aperçu du financement humanitaire total], consulté le 26 mai 2026.

UN DÉFICIT DE FINANCEMENT QUI SE CREUSE

L'étude a révélé que, dans la région frontalière entre le Tchad et le Soudan, les femmes et les filles réfugiées sont confrontées à d'importantes menaces pour leur sécurité et que les mesures de protection existantes sont insuffisantes. Bien que les femmes déclarent se sentir relativement plus en sécurité après leur arrivée au Tchad, elles restent exposées à de nombreuses menaces et de multiples risques.

Dans un contexte de crise mondiale du financement, les fonds humanitaires alloués au Tchad restent insuffisants pour répondre à l'ampleur des besoins. En 2025, l'écart entre les besoins de financement humanitaire au Tchad et les contributions réelles des bailleurs s'est considérablement creusé, en raison de la baisse des financements (voir figure 2). Cet écart est directement lié au démantèlement de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), qui était l'un des principaux bailleurs humanitaires au Tchad³.

En s'appuyant sur les enseignements des séminaires, les sections suivantes présentent trois conclusions clés de la recherche et leurs implications : le déficit de financement humanitaire au Tchad compromet la transition vers la résilience, affaiblit les mécanismes de protection et porte atteinte à la sécurité ainsi qu'à la dignité des femmes réfugiées.

³ Rubio, M., « Making foreign aid great again [Redonner toute sa grandeur à l'aide internationale] », Mission des États-Unis auprès des agences de l'ONU à Rome, 1 juillet 2025; Faguy, A., « USAID officially closes, attracting condemnation from Obama and Bush [L'USAID ferme officiellement ses portes, suscitant la condamnation d'Obama et de Bush] », BBC, 2 juillet 2025; et Cassam-Chenaï, F., Nandoumabe, P. et Riquier, M., « Étude des effets de la baisse de l'aide américaine sur la réponse à la guerre au Soudan et ses conséquences au Tchad », Rapport interne, Agence française de développement, 2026, np.

	2023	2024	2025
Sécurité alimentaire	\$177 millions	\$141 millions	\$172 millions
Santé	\$72 millions	\$57 millions	\$55 millions
Protection	\$74 millions	\$9 millions	\$32 millions
Nutrition	\$51 millions	\$71 millions	\$31 millions
Éducation	\$36 millions	\$15 millions	\$23 millions
Eau, hygiène et assainissement	\$21 millions	\$32 millions	\$22 millions
Abris d'urgence et biens non alimentaires	\$26 millions	\$18 millions	\$16 millions
Services de coordination et d'appui	\$27 millions	\$27 millions	\$14 millions
Protection (contre les violences basées sur le genre)	\$9 millions	\$9 millions	\$3 millions
Coordination et gestion des camps	\$5 millions	\$3 millions	\$1.5 million
Protection (protection des enfants)	\$4 millions	\$3 millions	\$2 millions

Figure 3. Évolution des financements par secteurs d'intervention humanitaire

Source: OCHA Financial Tracking Services [Service de surveillance financière], Chad - Snapshot of Total Humanitarian Funding [Tchad – Aperçu du financement humanitaire total], consulté le 26 mai 2026.

Le déficit de financement compromet la transition vers la résilience

Les acteurs humanitaires sont pris dans un cycle d'interventions d'urgence ; les ressources sont mobilisées pour répondre à des besoins urgents plutôt que pour investir dans la résilience à long terme, ce qui maintient les populations dans une situation de dépendance à l'aide humanitaire. Pour plusieurs raisons, les organisations humanitaires internationales et tchadiennes appellent depuis longtemps à passer d'une approche centrée sur les interventions d'urgence à une approche fondée sur la résilience.

Premièrement, les interventions d'urgence menées depuis 2003 n'ont pas permis de favoriser l'intégration socio-économique ni l'autonomisation des réfugiés. Deuxièmement, l'augmentation des besoins aggrave les vulnérabilités structurelles dans l'est du Tchad, tant pour les rapatriés tchadiens que pour les communautés d'accueil. Troisièmement, les participants aux séminaires ont indiqué que le ciblage des interventions pouvait parfois être basé sur le statut plutôt que sur la vulnérabilité, ce qui peut les rendre moins inclusives⁴. Quatrièmement, de nombreuses réfugiées soudanaises sont devenues cheffes de famille et assument la responsabilité principale de subvenir aux besoins de leur foyer. L'absence de soutien durable, sur

⁴ Workshop, N'Djamena, 11 février 2026.



pluieurs années, entrave leur relèvement et limite leurs chances d'accéder à l'autonomie.

« L'aide n'est pas suffisante. Certaines personnes n'ont nulle part où aller. Il y a une pénurie d'eau et de nourriture⁵. »

« L'argent qu'on recevait a diminué. On voudrait qu'on nous dise ce qui ne va pas. (...) Pour 2026, PAM nous a fait savoir qu'on recevra la ration pendant seulement six mois et les six autres mois, nous n'en recevrons pas⁶. »

Le manque de financement freine les progrès vers des solutions durables. En conséquence, de nombreuses femmes réfugiées restent confrontées à des vulnérabilités telles que le déplacement prolongé, des opportunités socio-économiques limitées, des responsabilités familiales et de prise en charge, et des risques en matière de protection⁷. Les efforts visant à promouvoir la résilience devraient s'accompagner d'une aide humanitaire continue afin d'éviter l'exclusion des plus vulnérables.

Dans ce contexte, la réponse à la crise nécessiterait des investissements à long terme de la part des bailleurs afin d'accompagner la transition d'une réponse humanitaire vers une approche fondée sur la résilience, notamment en renforçant les services publics nationaux et les capacités locales à répondre aux besoins de toutes les communautés. Compte tenu de la pression exercée sur les ressources limitées du Tchad, un soutien durable est nécessaire pour alléger la charge pesant sur les autorités nationales, qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour répondre aux besoins fondamentaux des réfugiés et des communautés d'accueil, et pour promouvoir la cohésion sociale. Un financement pluriannuel et flexible est également essentiel pour faire progresser la localisation de l'aide, soutenir une réponse plus durable et plus inclusive, renforcer les capacités à long terme et favoriser l'appropriation locale ainsi que l'efficacité du système humanitaire.

Le déficit de financement fragilise les mécanismes de protection

Si le déficit de financement affecte la transition vers la résilience, il a également des conséquences sur les mécanismes de protection. La violence basée sur le genre étant considérée comme le risque le plus élevé, les risques en matière de protection sont tels que les besoins de protection au Tchad sont considérés comme tout aussi urgents et fondamentaux que ceux liés à l'alimentation et à l'eau⁸. Dans le même temps, la capacité opérationnelle des organisations d'aide humanitaire diminue, réduisant l'efficacité de la protection et aggravant la crise en la matière. De plus, bien que la dimension de genre fasse désormais partie intégrante de l'aide humanitaire, et malgré des politiques et des lignes directrices claires visant à faire face aux risques en matière de protection, les déficits de financement et le taux de rotation élevé du personnel formé limitent leur mise en œuvre.

⁵ Groupe de discussion avec des femmes soudanaises réfugiées, camp de Iridimi, 26 janvier 2026.

⁶ Groupe de discussion avec des femmes réfugiées soudanaises, extension du camp de Farchana, 23 janvier 2026.

⁷ Échanges avec des organisations humanitaires intervenant dans l'est du Tchad, janvier-mars 2026.

⁸ Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (Sida), « Humanitarian crisis analysis: Chad [Analyse de la crise humanitaire : Tchad] », 31 mars 2026; et Humanitarian Action, « Chad [Tchad] », 5 février 2026.

Ainsi, alors que les besoins restent généralisés, les organisations humanitaires ont revu les populations cibles pour se concentrer uniquement sur les plus vulnérables. Au Tchad, cela signifie que la population ciblée est passée de 3,4 millions à 1,9 million de personnes. De plus, la réduction des financements contraint les organisations humanitaires à opérer en deçà des normes internationales, par exemple en fournissant des rations d'eau réduites et des matériaux de moindre qualité pour la construction d'abris⁹. L'utilisation de matériaux plus fragiles et moins coûteux compromet la durabilité des abris et le bien-être des populations déplacées, en particulier dans les zones soumises à une chaleur extrême et à de fortes pluies.

La figure 3 présente la répartition du financement humanitaire international par secteur au Tchad entre 2023 et 2024, et montre que la sécurité alimentaire reste le principal domaine de dépenses humanitaires, tandis que les ressources allouées à la protection et à la violence basée sur le genre restent insuffisantes au regard des besoins¹⁰. Les récentes réductions de l'aide internationale, notamment le retrait de l'USAID et les coupes budgétaires plus générales, ont encore restreint le financement de secteurs essentiels au bien-être des femmes et des enfants, notamment les services de santé sexuelle et reproductive (SSR) et de lutte contre la VBG¹¹. Ce déficit de financement risque de perturber les services essentiels de SSR et de lutte contre la VBG, augmentant ainsi le risque de priver les femmes et les filles d'un accès aux soins de SSR et à la protection contre la violence basée sur le genre. Avec un déficit de financement estimé à 90 %, des ressources supplémentaires sont nécessaires de toute urgence pour maintenir les services de santé sexuelle et reproductive et de lutte contre la VBG, ainsi que le soutien psychosocial et l'éducation, afin d'éviter toute interruption de l'aide et des soins¹².

Dans ce contexte de crise mondiale du financement, les secteurs les plus touchés, notamment les services de santé sexuelle et reproductive et de lutte contre la VBG, le soutien psychosocial et l'éducation, ont besoin d'un financement durable de la part d'autres bailleurs. Les niveaux de financement doivent être suffisants pour que les interventions respectent les normes minimales de l'aide humanitaire. Parallèlement, les organisations humanitaires doivent identifier et développer des mesures permettant de réduire et de partager les coûts afin de limiter leurs frais de fonctionnement. Cela pourrait notamment passer par le renforcement des accords existants de partage de locaux entre organisations, ainsi que par un soutien accru aux initiatives menées par les communautés. Celles-ci peuvent apporter des réponses durables et efficaces, tout en renforçant les capacités et l'appropriation locale.

⁹ Échanges des auteurs avec des organisations humanitaires intervenant dans l'est du Tchad, janvier-mars 2026.

¹⁰ Workshops, Abéché et N'Djamena, janvier et février 2026.

¹¹ Borel, F., Damavandi, S. et Taqi, I., « Six months in: How the Trump administration is undermining sexual and reproductive health and rights globally [Six mois plus tard : comment l'administration Trump compromet la santé et les droits sexuels et reproductifs à l'échelle mondiale] », Guttmacher Institute, août 2025; et Cassam-Chenai, Nandoumabe et Riquier (note 3).

¹² Le Fonds des Nations Unies pour la population, « Funding gaps in Eastern Chad threaten essential protection for women and girls [Le manque de financement à l'est du Tchad compromet une protection essentielle pour les femmes et les filles] », communiqué de presse, 30 mars 2026.



Le déficit de financement compromet la sécurité et la dignité des femmes réfugiées soudanaises

Les déficits de financement ont également des conséquences concrètes sur la vie quotidienne des femmes et des filles réfugiées. Les besoins en matière de protection découlent des conflits armés et des déplacements forcés, mais ils sont exacerbés par l'insuffisance des financements. Bien que les femmes se sentent relativement plus en sécurité dans les camps au Tchad qu'elles ne l'étaient au Soudan, elles restent confrontées à des risques persistants en matière de protection, notamment la violence basée sur le genre, les mariages précoces, les grossesses non désirées et l'exploitation sexuelle. Les femmes subissent des atteintes physiques et psychologiques non seulement à cause du conflit et de leur périple vers le Tchad, mais aussi de la diminution de l'accès aux services de protection essentiels, à mesure que le financement humanitaire diminue.

« Il n'y a pas de soutien psychologique ici, pas de services de santé mentale. Pourtant, nous avons besoin de parler de tout ce que nous avons vécu au Soudan et pendant le voyage pour nous sentir un peu mieux¹³. »

Les femmes sont exposées à des risques dans leurs activités quotidiennes, notamment lorsqu'elles s'aventurent hors des camps pour ramasser du bois de chauffage, aller chercher de l'eau ou se rendre aux rares latrines disponibles. Les installations sanitaires ne sont pas toujours séparées pour les femmes et les hommes et sont souvent peu sûres. Les femmes ont fait part de leurs craintes pour leur propre sécurité et celle de leurs filles.

En conséquence, de nombreuses femmes, désormais souvent seules à subvenir aux besoins de leur famille, ont recours à des stratégies d'adaptation néfastes, notamment la prostitution et l'exploitation sexuelle. Dans ce contexte, elles sont davantage exposées aux abus et à l'exploitation de la part des personnes qui contrôlent les ressources, qu'il s'agisse d'hommes de leur propre communauté, d'autres communautés, d'acteurs du secteur humanitaire, de membres des communautés d'accueil ou encore des autorités locales et nationales.

Un soutien durable aux activités génératrices de revenus destinées aux femmes est essentiel pour réduire leur vulnérabilité économique et limiter les risques d'exploitation ainsi que le recours à d'autres stratégies d'adaptation néfastes. Il est également indispensable de mettre en place des programmes d'aide adaptés aux différentes phases du déplacement, afin de répondre à l'évolution des besoins, car les femmes et les filles nouvellement arrivées ont besoin d'accéder rapidement à un soutien psychologique, à des services de santé reproductive, ainsi qu'à des espaces sûrs pour se remettre des violences et des traumatismes subis. À mesure que le processus de relèvement progresse, l'aide pourrait évoluer progressivement vers le soutien aux moyens de subsistance et à l'autonomisation économique.

¹³ Groupe de discussion avec des femmes soudanaises réfugiées, camp de Iridimi, 26 janvier 2026.

Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) est un institut international indépendant dédié à la recherche sur les conflits, les armements, le contrôle des armements et le désarmement. Fondé en 1966, le SIPRI fournit des données, des analyses et des recommandations, basées sur des sources ouvertes, aux décideurs, aux chercheurs, aux médias et au public intéressé.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Stefan Löfven (Président)
Dr Zeid Ra'ad Al Hussein
Dr Mohamed Ibn Chambas
Dr Noha El-Mikawy
Jean-Marie Guéhenno
Dr Patricia Lewis
Dr Nathalie Tocci
Dr Jessica Tuchman Mathews
Brian A. Wong

DIRECTEUR

Karim Haggag



STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE

Signalistgatan 9
SE-169 72 Solna, Sweden
Telephone: +46 8 655 97 00
Email: sipri@sipri.org
Internet: www.sipri.org

À PROPOS DES AUTEURS

Virginie Baudais est chercheuse senior et directrice du programme Sahel et Afrique de l'Ouest du SIPRI.

Olivier Guiryanan est le directeur exécutif du centre de recherche tchadien, BUCOFORÉ.

Prisca Nandoumabe est chercheuse et coordinatrice de BUCOFORÉ.

Marie Riquier est chercheuse au sein du programme Sahel et Afrique de l'Ouest du SIPRI.

Cette fiche d'information et les séminaires de travail qui s'y rapportent ont été financés par le ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (FCDO), par l'intermédiaire de son Research Commissioning Centre (RCC), qui fait partie du portefeuille « Global Research and Technology Development ». Le RCC est géré par 3ie et l'université de Birmingham.



DOI: <https://doi.org/10.55163/WWIP5511>

© SIPRI 2026

This is a translation of the original English-language publication and therefore may differ slightly from the original. In case of discrepancy, the English version takes precedence.